|  |  |
| --- | --- |
| **Fiche de partage d’expérience des PTM – Capitalisation**  **Mauritanie, Croix Rouge francaise, 2013** | |
| Type de document plus complet disponible (évaluation/capitalisation, Interne/externe) | Documents d’évaluation / capitalisation :  Etude des effets des transferts monétaires - Commune de Tikwobra - Moughataa de M’bout - Wilaya du Gorgol - République Islamique de Mauritanie  Documents connexes :   * Etude de la Vulnérabilité à l’Insécurité Alimentaire des Ménages pauvres (EVIAM) - Commune de Tikwobra - Moughataa de M’bout - Wilaya du Gorgol - République Islamique de Mauritanie. * Le Bagot, La Daba et l’Ouguiya. Rôle des mobilités saisonnières dans l’économie des ménages pauvres - Commune de Tikwobra et Ville de Nouakchott, Mauritanie. |
| Localisation: Pays, Région/département/Communes | République Islamique de Mauritanie, Wilaya du Gorgol, Moughataa, de M’bout, Commune de Tikwobra |
| Contexte humanitaire de l’action  (Urgence, Réhabilitation, autres ?), | Crise chronique  L’insécurité alimentaire en Mauritanie est structurelle et en croissance. Cette tendance s’explique par une combinaison de facteurs dont la fragilité des systèmes de production, la dépendance aux importations (70% des besoins alimentaires), la fluctuation des prix des denrées, la fréquence en hausse des épisodes de sécheresse.  Dans ce contexte le Croissant-Rouge mauritanien et la Croix-Rouge française, en complément de programmes de prise en charge de la malnutrition et de soutien agricole, ont mis en place avec l’appui de l’Union Européenne un projet qui mobilise l’outil du transfert monétaire inconditionnel, ciblant les ménages les plus pauvres et qui leur laisse la possibilité d’utiliser l’argent selon leurs besoins spécifiques. |
| Type(s) de Chocs/crises (Conflit, Crise politique, inondation, sècheresse, prix, criquets, MAG, Choléra, ect) | Ampleur et sévérité de la période de soudure accrus suite à une mauvaise saison d’hivernage |
| Type de contexte (urbain, rural, Camps/déplacés, mixte (précisez)) | Rural |
| Secteur principal | Sécurité alimentaire et économique |
| Secteur secondaire | Social |
| Période de mise en œuvre | Projet de 24 mois (aout 2011 – juillet 2013)  Transfert monétaire de 6 mois (mai 2012 à octobre 2012) |
| Titre du projet (et bailleur) | Initiative de lutte contre la pauvreté au travers du transfert d’argent aux populations vulnérables de la Wilaya du Gorgol en République Islamique de Mauritanie  Transferts Economiques et Sociaux (TES en abrégé)  EuropeAid (DEVCO) – Croix Rouge française |
| Partenaires de mise en œuvre | Croissant Rouge mauritanien (CRM)  Montpellier SupAgro / Institut des Régions Chaudes (IRC) |
| Bénéficiaires (Nombre de ménages) | 501 |
| Groupe cible | Ménages pauvres |
| Type de Ciblage | Analyse socio-économique + communautaire |
| Types cash transferts (Cash, voucher, conditionnel, inconditionnel) | Transfert monétaire inconditionnel |
| Mécanismes de distribution (Direct, IMF, Banque, commerçants, Tél., ect) | Direct |
| Mécanisme de plainte/redevabilité | Non formalisé |
| Prise en compte du genre | Pas directement mais l’étude socio-économique et de la vulnérabilité des ménages pauvres préalable à l’action avait montré que de nombreux ménages pauvres et dépourvus d’actifs étaient ceux ayant une femme comme chef de ménage. |
| Leçons apprises :  Forces/atouts (+):  Faiblesses/Difficultés/contraintes (-): | Au-delà d’un objectif de réduction de l’insécurité alimentaire le projet s’inscrivait dans une démarche de recherche-action sur l’efficacité de l’outil transfert monétaire. A cet effet un partenariat a été mis en place avec l’IRC Montpellier Sup’agro, institution d’enseignement supérieur et de recherche scientifique appliquée spécialisée en développement rural. Un protocole de recherche a été élaboré, intégrant un système de suivi évaluation conséquent dans lequel les volontaires du Croissant-Rouge mauritanien formés ont joué un rôle crucial. Une étude de la vulnérabilité à l’insécurité alimentaire des ménages pauvres a tout d’abord permis de définir les critères de ciblage (selon les zones agro-écologiques et les perceptions locales de la pauvreté) et les modalités du transfert (montant et fréquence). Le transfert a ensuite été effectué en 3 versements durant la période de soudure (de mai à octobre 2012) et permettait de couvrir en partie (30 à 50%) les besoins alimentaires des ménages ciblés.  Les principaux enseignements concernant les effets de ces transferts monétaires sont les suivants :  **1/ L’utilisation de l’argent centrée sur l’alimentation et les avoirs relatifs aux moyens d’existence**  L’analyse continue des flux de trésorerie des ménages a révélé que 75% du montant transféré ont été utilisés pour l’alimentation. Cependant un impact limité a été observé en matière de diversification des repas. Par ailleurs il a été mesuré une utilisation significative de l’argent pour le remboursement d’emprunts et la souscription de nouvelles dettes. Les transferts ont ainsi permis de renforcer une stratégie majeure des ménages consistant à utiliser l’endettement pour lisser les flux de trésorerie sur l’année. Enfin il a été constaté un investissement en bétail, bien productif aux intérêts divers (épargne, viande, lait, reproduction).  **2/ Les activités génératrices de revenus (AGR) peu stimulées**  Le contexte socio-économique de cette zone reculée est peu propice aux AGR (demande locale en biens et services réduite). Les AGR sont davantage développées à l’extérieur du territoire villageois par les membres des ménages partis en migration (Nouakchott, Nouadhibou, Dakar). Le choix du ciblage intégrant les limitations en capital humain (ménages avec peu d’actifs disponibles, faibles compétences) celui-ci ne favorise pas le développement d’AGR sans appui spécifique (formation, etc.) et sans cadre d’action adapté (projet plus long et transfert en période hors soudure).  **3/ Un outil peu adapté aux problématiques de santé villageoise**  L’étude a montré que les problèmes de santé constituent un déterminant fort de paupérisation des ménages en raison des coûts importants qu’ils occasionnent et des charges à long-terme qu’ils peuvent produire (décès, veuvage, handicap, etc.). Il apparait toutefois que les transferts n’ont pas été utilisés à cet effet (3,5%) car ils peuvent difficilement répondre à cette problématique. En effet ils interviennent selon un calendrier figé et par faibles montants. Or les dépenses de santé sont imprévisibles et de montants conséquents. La vente d’animaux et l’endettement sont davantage mobilisés pour couvrir ces frais.  **4/ Un outil aux effets réduits sur les stratégies de migration économique**  La mobilité économique est un pilier majeur de la sécurité alimentaire des ménages. Ces stratégies sont planifiées et leur financement organisé. Ainsi les transferts ponctuels n’ont ni favorisé ni réduit les départs. Par ailleurs il apparait que les envois d’argent aux ménages n’ont pas diminué. Les migrants peuvent se voir soulagés momentanément de leur devoir économique durant la période de transfert mais les envois d’argent semblent perçus comme une « dette morale » contractée auprès du ménage du fait de l’absence du village et ne sont donc pas remis en question.  **5/ Le rôle des volontaires dans l’acceptation de l’outil**  Des pratiques de redistribution de l’aide ont été constatées lors du premier transfert, affectant son efficacité. L’analyse a montré que l’aide extérieure (monétaire ou en nature) est perçue dans les villages comme devant bénéficier à tous, de surcroît en période de soudure. Les volontaires du CRM ont réexpliqué l’intérêt d’un transfert orienté vers les plus nécessiteux, identifiés sur la base de critères de vulnérabilité partagés par tous. Aucun phénomène de redistribution n’a été constaté lors des deux autres transferts. L’intérêt d’une aide ciblée a été reconnu par les villageois malgré la difficulté exprimée de hiérarchiser les vulnérabilités entre ménages et de gérer parfois les frustrations.  Ainsi le transfert monétaire apparait comme un outil efficace de réduction de l’insécurité alimentaire, notamment en période de soudure. Cependant dans le contexte du projet il semble insuffisant pour contrecarrer à lui seul la dégradation du capital humain et soutenir le développement économique du ménage.  **Forces / atouts :**   * Projet de recherche action de 24 mois permettant de développer un système de suivi / évaluation dense et un suivi rapproché des populations   **Faiblesses / difficultés / contraintes :**   * Lien avec les mobilités à approfondir (étude réalisée et disponible) * Etude de l’endettement à entreprendre (étude à lancer) * Liens avec la santé à consolider et à approfondir mais difficultés méthodologiques car la porte d’entrée socio-économique oriente la problématique sanitaire sur les actifs des ménages (ceux qui devraient apporter des ressources économiques et contribuer au budget et qui ne sont pas ou plus en mesure de le faire). Or, l’attente institutionnelle sur le sujet des liens entre santé, transfert monétaire et socio-économie des ménages porte essentiellement sur la problématique de la malnutrition infantile et donc sur les membres inactifs des ménages. L’établissement de liens entre ces deux portes d’entrées pose ainsi des difficultés méthodologiques en plus du fait que les déterminants de la malnutrition dépassent le cadre unique de l’économie des ménages. * Un pas de temps d’analyse court dans un contexte caractérisé par l’incertitude. |
| Messages clés à communiquer | * L’utilisation du numéraire est centrée autour de l’alimentation et des avoirs relatifs aux moyens d’existence. Mais si les effets sont forts en termes d’accessibilité aux aliments de base, les effets en termes d’amélioration de la qualité de l’alimentation et notamment sur la diversité des repas restent limités. * Les transferts monétaires sont utilisés pour rembourser les dettes le plus souvent liées à l’alimentation, mais aussi pour en contracter de nouvelles. * Les AGR ne constituent pas une option d’investissement pour les ménages ciblés et sélectionnés. * Il existe des liens forts entre les transferts monétaires et la santé des ménages pauvres. * Mais les modalités de l’outil transfert monétaire tel qu’utilisé (absence de conditionnalités, temporalité, montants) ne semblent pas adaptées pour répondre aux problématiques de santé villageoises. * Les transferts monétaires n’ont pas d’effet négatif sur les logiques de mobilité et de soutien des membres des ménages en mobilité. * Au niveau communautaire, nous n’avons pas observé de tension inter et intra villageoise conséquente. * Il semblerait que l’aide monétaire soit préférée à l’aide en nature. * Finalement plus que l’outil transfert monétaire c’est le ciblage qui implique le plus d’enjeux pour les communautés et de responsabilités pour les comités. * La période de soudure se prête bien à la mise en place de filets de protection sociale à vocation de lutte contre l’insécurité alimentaire. * L’existence de trappes de pauvreté, le plus souvent liées à la détérioration du capital humain (maladies, décès, divorces, veuvages, etc.) auxquelles font face les ménages, impliquent que le ciblage soit sensiblement différent d’une année sur l’autre pour prendre en considération les trajectoires des ménages. * L’outil transfert monétaire n’est pas suffisant et il parait nécessaire de mettre en place d’autres actions complémentaires de filets de sécurité socio-économiques. |
| Contact  (Nom, adresse électronique) | Xavier HUCHON ; [fs-westafrica.frc@croix-rouge.fr](mailto:fs-westafrica.frc@croix-rouge.fr) |